Résumé de l'intervention d'Annie Sugier
Présidente de la Ligue du Droit International des Femmes et de Atlanta +
Femmes, Sports et intégrismes
Café Regards de Femmes - 7 octobre 2010

Au nom du « relativisme culturel », les notions de laïcité et d'universalité des droits de la personne, que l'on croyait être des acquis de l'humanité, sont aujourd'hui l'objet de critiques de plus en plus acerbes au sein même des instances internationales qui sont censées les faire respecter.

Constater et dénoncer ne suffit pas. Il faut, à partir d'un projet positif et fédérateur, démontrer la justesse de ce que l'on défend. Quoi de mieux que le sport et les Jeux Olympiques pour mener cette démonstration ? Le Stade Olympique est en effet un lieu unique, sans frontières, où s'applique une loi, la Charte Olympique, à laquelle tous les participants ont prêté serment. Elle est fondée sur des principes universels de non discrimination (principe n°1) et exclut toute expression de caractère religieux ou politique (règle 51). Mandela l'avait compris avant nous, lorsqu'avec ses partisans, il avait obtenu l'exclusion de l'Afrique du Sud pendant 30 ans pour cause d'apartheid.

Or que voit-on en ce qui concerne les femmes ? Des pays qui n'envoient que des hommes : aux JO de Pékin en 2008, ils étaient encore 3 (l'Arabie Saoudite, le Qatar et le Koweït) ; en outre, depuis quelques années, on voit apparaître un nombre croissant de délégations dans lesquelles les femmes se font les porte-drapeaux d'une idéologie politico-religieuse en arborant foulards et survêtements « islamiquement corrects » ! Fermer les yeux sur ces entorses à la Charte et à ses valeurs d'universalisme et de laïcité, c'est mettre en danger de mort celles qui, à l'image des pionnières d'Afrique du Nord comme Hassiba Boulmerka, sont menacées par les intégristes pour oser respecter les règles olympiques !

Les JO de Londres ont lieu dans deux ans. Il nous faut agir auprès des instances européennes politiques et sportives pour faire entendre notre voix de laïques, universalistes et féministes et demander le respect de la Charte.